



Introduction

En octobre 2020, Ground Truth Solutions (GTS) a mené des enquêtes téléphoniques auprès de 34 informateurs clés dans 8 localités de la République Centrafricaine. Le but de cette enquête est de comprendre les perceptions de ces membres clés des communautés affectées sur :

- 1) le partage d'information, 2) les mesures appliquées par les membres de leurs communautés ainsi que 3) l'impact économique du Covid-19.

Les données récoltées avec le soutien du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) permettront d'informer les acteurs humanitaires et d'orienter la réponse humanitaire selon ces perceptions.

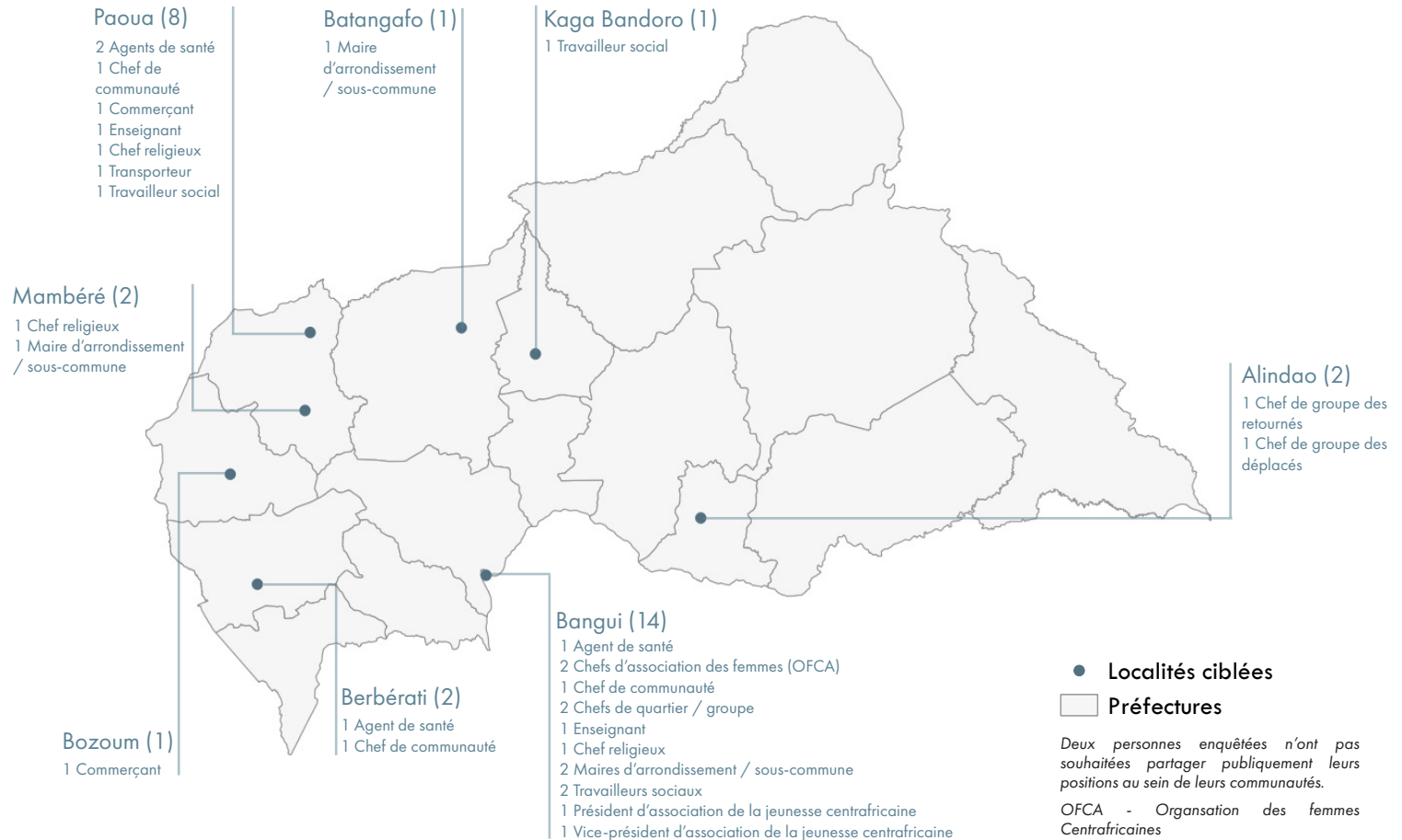
Pour plus d'informations sur nos activités concernant le COVID-19, veuillez consulter notre site internet.

Sélection des localités

À la suite de consultations avec les acteurs humanitaires et les différentes structures de coordination en RCA, des informateurs clés ont été ciblés dans 8 villes : Paoua, Bangui, Berbérati, Batangafo, Kaga Bandoro, Alindao, Mambéré, Bozoum.

Les sites ont été sélectionnés selon les critères suivants :

1. Zone à fort risque de propagation du COVID-19
2. Taille de la population affectée
3. Réseau mobile opérationnel dans la sous-préfecture
4. Degré d'assistance humanitaire (nombre d'acteurs humanitaire sur le terrain)



Sélection des participants

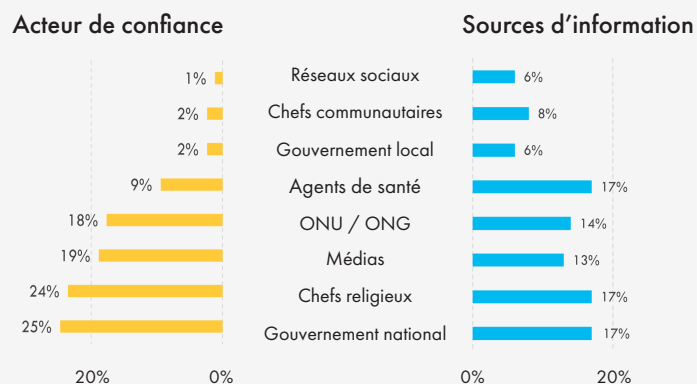
Cette enquête cible des informateurs clés occupant un rôle important au sein de la population affectée ou bien ayant un rôle prédominant dans la prévention, la sensibilisation et le partage d'informations concernant le COVID-19. Les informateurs clés ciblés dans le cadre de cette enquête correspondent aux profils suivants : chefs communautaires, présidents d'associations, autorités administratives, prestataires de santé, travailleurs sociaux, membres d'ONG locales et chefs religieux.

À la suite de l'élaboration de cette liste, nous avons sélectionné des informateurs clés selon leurs différents rôles au sein de la communauté afin d'obtenir un panel varié d'informateurs par localité. Afin d'inclure différentes perspectives, 21 hommes et 13 femmes ont été interrogés pour cette collecte de données.

¹ Les populations considérées comme marginalisées sont définies selon le Plan de Réponse Humanitaire 2020 et les enquêtes de GTS.



Sources d'information auprès des populations affectées



Note: Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question.

Selon les informateurs clés, le gouvernement national, les médias traditionnels (radio, journaux, télévision), et les chefs religieux sont les principales sources d'information, et celles auxquelles les membres de la communauté font le plus confiance pour se renseigner sur le COVID-19.

Les perceptions des informateurs clés varient entre les différentes localités. Ainsi, si les prestataires de santé et le gouvernement national sont considérés comme une source d'information importante à Bangui, les informateurs clés dans les autres régions privilégient le gouvernement national, les chefs religieux et les acteurs humanitaires pour se renseigner sur le COVID-19.

Concernant la confiance en les différentes sources d'information, les perceptions des femmes enquêtées sont différente de celles des hommes. En effet, les femmes enquêtées considèrent les membres du gouvernement national ainsi que le personnel de santé comme des acteurs de confiance pour leurs communautés alors que les hommes privilégient les chefs religieux et les médias traditionnels.

Information

100% des informateurs clés (34) considèrent que les membres de leurs communautés ont le sentiment de disposer des informations nécessaires pour se protéger du virus.

Selon les informateurs-clés, les campagnes de sensibilisation et les séances de formation auprès des acteurs communautaires et de la population ont grandement contribué au partage d'information. Les chaînes de radio tels que Bangui FM, la Voix de Pendé ou Ndeke Luka ont été des plateformes clés pour la dissémination d'informations liées au COVID-19. À Bangui, le partage de messages de sensibilisation par SMS s'est aussi avéré être un moyen efficace de dissémination.

Malgré cela, des chefs communautaires, à Bangui notamment, expliquent que de nombreuses rumeurs circulent encore sur le COVID-19. Ainsi, de nombreuses personnes sous-estiment l'ampleur du virus et en remettent même en cause l'existence.

Sur quels sujets ont-ils besoin (de plus) d'informations ? (n=34)



22%

Ils n'ont pas besoin d'informations supplémentaires (17)



22%

Comment se protéger du virus / Geste barrières (17)



22%

Comment identifier les symptômes (16)

Note: Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question.

Une baisse des activités de dissémination à Bangui

Au cours des derniers mois, les informateurs clés à Bangui ont noté une réduction des activités de sensibilisation de la part des acteurs étatiques et humanitaires. Les personnes enquêtées craignent que la réduction des activités de sensibilisation ait un impact négatif sur les perceptions de leurs communautés concernant le COVID-19 (baisse du niveau de connaissance, relâchement des mesures sanitaires de protection, propagation accrue de rumeurs e.g.). Ainsi, les informateurs clés basés à Bangui recommandent d'y accroître les activités de dissémination.



À Bangui, plus de 80% de la population a un accès facile à la radio. Ce qui fait que la plupart des sensibilisations se font à travers les différentes radios de la capitale.

Chef communautaire – Bangui



Les ONG ont fait des campagnes de sensibilisation et des formations aux différents responsables politiques et communautaires de la ville et des villages.

Chef de groupe de retournés – Alindao



Les rumeurs à un certain moment ont joué un rôle négatif dans les phases de sensibilisation.

Chef religieux – Bangui



Nous ne voyons plus les véhicules qui passent pour sensibiliser la population sur le danger du Coronavirus, il faudrait que ça puisse reprendre.

Chef d'association des femmes (OFCA) – Bangui



Ici à Bangui le port des masques est obligatoire si vous voulez par exemple entrer dans une banque et ce qui pousse naturellement les gens à les porter.

Présidente d'association des femmes (OFCA) - Bangui



Pendant ces 2 mois, nous avons constaté une négligence élevée de la part des utilisateurs de masques.

Chef religieux - Bangui



Beaucoup n'ont pas les moyens pour les acheter.

Chef de groupe de retournés - Alindao



Port du masque

88% des informateurs clés (30) affirment que leurs communautés pensent que le masque est une mesure efficace pour se protéger du virus. Les propos des informateurs font écho à l'enquête de U-Report (2020) sur le port du masque à l'échelle nationale. Selon U-Report, 84% des personnes enquêtées affirment que le port du masque est recommandé dans leurs communautés.²

Les 3 informateurs-clés ayant répondu de manière négative sont situés à Paoua (1) et Bangui (2). Selon eux, leurs communautés ne pensent pas que le masque soit une mesure utile contre le COVID-19.

Est-ce que le port du masque est courant dans les lieux publics ?



Dans les localités où le port du masque est courant, les informateurs clés expliquent que les membres de leurs communautés portent principalement le masque pour aller dans les lieux publics (67%) ou dès qu'ils sortent de chez eux (33%).

Au niveau de Bangui, presque la moitié des informateurs clés confirme que le port du masque dans les lieux publics n'est pas courant dans leurs communautés. Cela fait écho au relâchement des mesures mentionné plus haut. D'autre part, les acteurs communautaires d'Alindao disent que le masque n'est pas porté dans leurs communautés car leur prix est trop élevé pour être accessible aux membres de leurs communautés.

Selon l'enquête de U-Report sur le port du masque, 43% des personnes enquêtées ne portant pas de masque disent ne pas avoir les moyens de s'en acheter.³

² U-REPORT (Aout 2020), Utilisation et distribution du masque. [Lien](#)

³ Ibid

⁴ OCHA (23 octobre 2020), Rapport de situation – République Centrafricaine. [Lien](#)

Pour les personnes ayant répondues que le port du masque n'est pas courant dans les lieux publics, les raisons principales sont (n=31):

- 23% Le masque les dérange physiquement (7)
- 23% Ils ne pensent pas que le masque soit utile (7)
- 23% Les mesures données sont en contradiction avec notre culture et/ou notre foi (7)
- 23% Indisponibilité du masque (couts élevés / peu de masque disponible) (7)

Note: Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question.

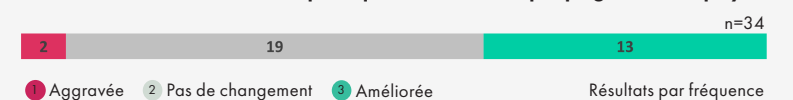


Relations avec les acteurs humanitaires

38% des informateurs clés (13) affirment que leurs communautés ont une meilleure perception des travailleurs humanitaires depuis le début de l'épidémie de COVID-19 en RCA. Une grande partie des informateurs clés affirme néanmoins que les perceptions des acteurs humanitaires au sein de leurs communautés n'ont pas changées depuis le début de l'épidémie.

Toutefois, pour deux des trois informateurs clés enquêtés à Mambéré, les perceptions de leurs communautés envers les travailleurs humanitaires se sont dégradées depuis le début de l'épidémie. Les informateurs à Mambéré déplorent un manque de masque et de produits d'hygiène pour leurs communautés. L'instabilité sécuritaire dans l'ouest du pays a également pu être un obstacle conséquent aux activités humanitaires dans la région et ainsi, avoir un impact sur les perceptions des communautés vivant à Mambéré.⁴

Comment ont évolué les perceptions de votre communauté envers les travailleurs humanitaires depuis que le virus s'est propagé dans le pays ?





Impact économique du COVID-19

Au sein de votre communauté, comment la capacité de subvenir aux besoins de base a-t-elle changée depuis que le virus a commencé à se propager ?

1ère collecte de donnée (Bangui, Beloko, Baboua, Bouar, Bossembele, Bambari, Bossemptele)

n=36



3ème collecte de donnée (Paoua, Bangui, Berbérati, Batangafo, Kaga Bandoro, Alindao, Mambéré, Bozoum)

n=34

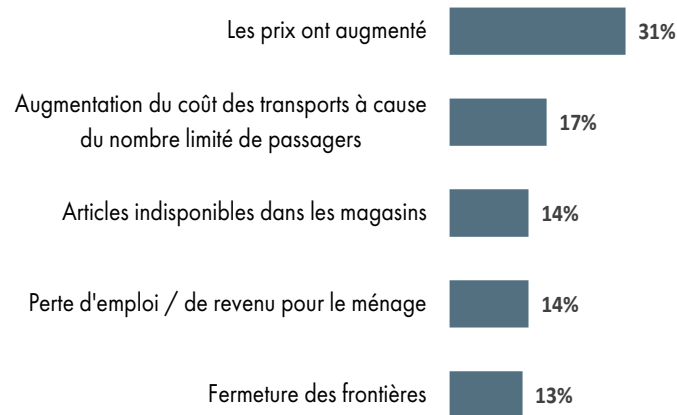


1 Aggravée 2 Pas de changement 3 Améliorée

Résultats par fréquence

Depuis la première phase de collecte de données en juillet 2020, un nombre croissant d'informateurs clés considère que les membres de leurs communautés n'ont pas la capacité de subvenir à leurs besoins essentiels. Selon eux, de nombreux facteurs tels que l'augmentation des prix, la hausse du coût des transports et des retards dans l'approvisionnement de produits de première nécessité ont eu un impact important sur leurs communautés.

Si la capacité de subvenir aux besoins de base s'est détériorée, quels facteurs y ont contribué ? (n=34)



A Bangui, les informateurs clés citent fréquemment l'augmentation du coût des transports ainsi que la perte de source de revenus, en particulier suite au licenciement d'employés dans certaines entreprises.

Dans les localités de Paoua et d'Alindao, les informateurs mettent principalement en avant l'augmentation des prix ainsi que la fermeture des frontières comme facteurs ayant contribué à la diminution des capacités de leurs communautés à répondre à leurs besoins de base.



Beaucoup de structure tournent au ralenti et ont déposé nombre de leurs employés. Ce qui rend difficile la vie de certains ménages.

Vice-président d'association de la jeunesse centrafricaine - Bangui



En plus de la cherté des denrées alimentaires de première nécessité, nos produits agricoles demeurent invendus à cause du ralentissement des activités et de la circulation.

Chef de groupe de déplacés - Alindao

Préoccupation économiques des populations affectées

76% des informateurs clés (26) affirment que les membres de leurs communautés sont principalement préoccupés par la montée des prix des biens essentiels. À cause de cette forte croissance des prix, les personnes affectées ne peuvent pas acheter ce dont elles ont besoin (nourriture, article d'hygiène, etc.).

En septembre 2020, le cout médian du Panier Minimum de Survie (PMAS) a en effet augmenté de 5% au niveau national par rapport à aout 2020. Si le cout du PMAS a baissé à Bangui (-6%) et Alindao (-2%), il a augmenté dans les autres localités enquêtées (+16% à Paoua, +25% à Kaga Bandoro). Toutefois, la montée des prix peut aussi s'expliquer par des facteurs non liés au COVID-19 tels que la saison des pluies ou bien le mauvais état des routes.⁵

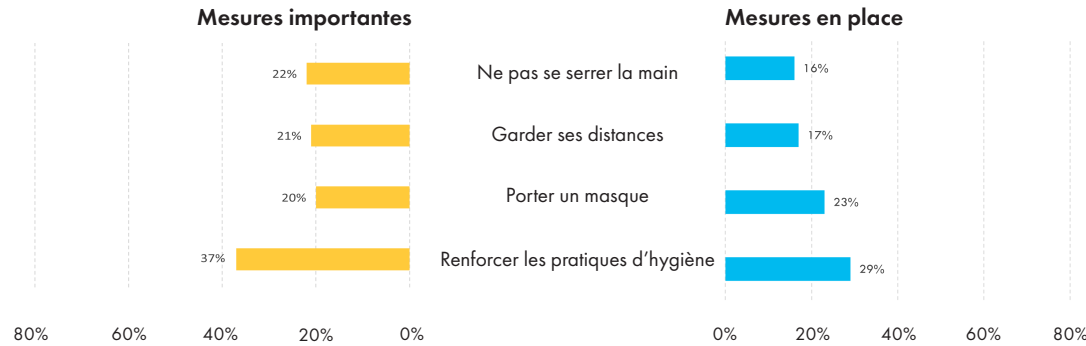
De plus, la fragilisation des échanges économiques a aussi engendré un comportement spéculatif de la part de certains commerçants, participant à la hausse des prix.⁶

⁵ REACH (Septembre 2020), Initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) – 22 Septembre au 03 Octobre 2020. [Lien](#)

⁶ FEWS NET (Aout 2020), République Centrafricaine – Mise à jour du suivi à distance. [Lien](#)



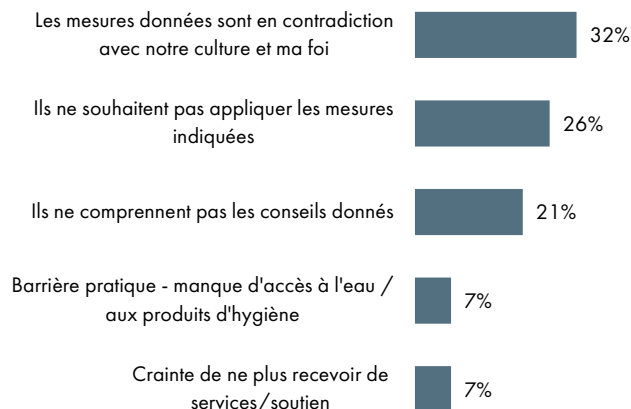
Mesures mises en place face au COVID-19



Selon les informateurs clés, les mesures les plus importantes pour la communauté sont le renforcement des pratiques d'hygiène (lavage des mains, ne pas se toucher le visage, tousser dans son coude ou dans un mouchoir) (37%), ne pas se serrer la main (22%), et garder ses distances avec les autres personnes (21%). Toutefois, les mesures mentionnées ne sont, selon eux, que peu appliquées par les membres de leurs communautés. Seuls 16% des informateurs affirment que les membres de leurs communautés ne se serrent pas la main tandis que 29% mentionnent le renforcement des pratiques d'hygiène comme une mesure mise en place dans leurs communautés.

A Bangui, si le renforcement des pratiques d'hygiène et le port du masque sont considérés comme les pratiques les plus importantes, les mesures les plus fréquemment appliquées par les membres de leurs communautés sont de ne pas se serrer la main et de mener les cérémonies funéraires dans la stricte intimité familiale. Ainsi, à Bangui, il semble exister un décalage entre les mesures perçues comme importantes et celles mises en place par les communautés.

Pourquoi cette mesure est-elle la plus difficile à respecter ? (n=34)



Au niveau national, le manque d'application des mesures contre le COVID-19 peut s'expliquer par la difficulté à les appliquer. Ainsi les mesures telles que ne pas se serrer la main (29%), tenir les cérémonies funéraires dans la stricte intimité familiale (15%) et le port du masque (14%) sont difficiles à mettre en place dans la vie quotidienne.

Les normes socio-culturelles ainsi que le manque de moyens financiers pour acquérir certains produits tels que les masques ou les gants peuvent, selon les informateurs clés, expliquer ces difficultés.



Ces mesures sont difficiles à respecter faute de moyens financiers pour certains, pour d'autres c'est de la négligence.

Agent de santé – Berberati

Par exemple, pour les cérémonies funéraires, il est très difficile que les gens respectent les mesures mises en place.

Chef de groupe de retournés - Alindao

Quelles mesures préventives les membres de votre communauté trouvent-ils les plus difficiles à appliquer dans leur vie quotidienne ? (n=34)



29%

Ne pas serrer la main (26)



15%

Tenir les cérémonies funéraires dans la stricte intimité familiale (14)



14%

Porter un masque (13)



13%

Porter des gants (12)



Comportements

Si des membres de votre communauté éprouvent des symptômes de coronavirus, que pensez-vous qu'ils feront ? (n=34)



55%

Se rendre chez un prestataire de santé (12)



23%

Contacter le prestataire de santé à distance (5)



14%

Appeler la ligne verte 1212 (3)

Les informateurs clés vivant à Bangui ont fréquemment mentionné la ligne verte 1212 comparé aux autres localités enquêtées. Ainsi, les informateurs basés à Bangui semblent avoir une meilleure connaissance de la ligne verte 1212 que dans les autres localités.



Recommandations des informateurs-clés

Au cours des entretiens téléphoniques, les informateurs clés ont mis en avant différentes recommandations afin de renforcer les actions en cours dans leurs localités. Toutefois, les recommandations suivantes sont liées à un contexte local spécifique et ne peuvent être généralisées à l'ensemble du territoire centrafricain. Elles contribuent néanmoins à comprendre le point de vue des acteurs clés au sein de ces communautés et les actions requises selon eux.

D'une part, les informateurs clés à Bangui et Paoua souhaitent davantage d'activités de sensibilisation afin de faire face aux relâchements des mesures et à la montée des rumeurs dans leurs communautés. D'autre part, les informateurs clés vivant dans les autres localités (Mambéré, Batangafo, Bozoum, e.g.) souhaitent une augmentation des distributions de masques et de gants au sein de leurs communautés.



Je pense que beaucoup reste à faire car la majorité de la population ne comprend pas encore que le Coronavirus existe d'où l'importance d'accentuer la sensibilisation.

Transporteur – Paoua

Nous appuyer en masque afin qu'on puisse aller dans les coins reculés [et les] distribuer à la population.

Maire d'arrondissement / sous-commune
– Mambéré



Pensez à reprendre les séances de sensibilisation afin de rappeler [à] la population que la maladie est toujours là.

Agent de santé – Bangui

Je demande à tout le monde de respecter les mesures barrières, aussi il faudrait nous appuyer par la distribution des masques et des dispositifs de lavage de main



Maire d'arrondissement / sous-commune – Batangafo



Un relâchement des mesures à Bangui

Outre les obstacles à la mise en place des mesures contre le COVID-19, un relâchement des mesures a été constaté par les informateurs clés de Bangui suite à la levée des mesures par le gouvernement et la diminution des activités de sensibilisation. Ceux-ci mentionnent que différentes mesures telles que le port du masque ou la distanciation sociale sont de moins en moins respectées au sein de leurs communautés. Les personnes enquêtées craignent ainsi que ce relâchement des mesures comporte un risque pour la santé de membres de leurs communautés.

Comparé aux dernières enquêtes menées en juillet et août 2020 auprès des informateurs, on constate en effet une baisse des mesures mises en place par les communautés telles que le renforcement des pratiques d'hygiène (baisse de 12% depuis août 2020).⁷

Confidentialité des données

Afin de conserver l'anonymat des personnes enquêtées et garantir la confidentialité des informations et des contacts partagés par les partenaires humanitaires, la base de données des informateurs est stockée de manière sécurisée sur les serveurs de Ground Truth Solutions. Les contacts d'informateurs reçus de la part d'acteurs humanitaires ne seront utilisés que dans le cadre des activités de GTS en RCA et ne seront pas partagés avec des personnes tierces.

Représentativité de l'échantillon

Dû aux limitations techniques et à une faible participation des acteurs communautaires, les entretiens ont été conduits avec 34 informateurs clés impliqués dans les activités Covid-19 au sein de leurs communautés. Ainsi les pourcentages mentionnés soulignent les perceptions de ces informateurs.

Si l'échantillon final n'est pas représentatif des perceptions des populations affectées, les données récoltées reflètent néanmoins les perceptions d'acteurs clés essentiels aux activités humanitaires sur le Covid-19. Afin de dépasser les limites de représentativité, certaines perceptions des informateurs clés ont été triangulées avec différentes enquêtes menées par d'autres acteurs humanitaires en RCA.

Participation de GTS aux structures de coordination collectives

Les activités de GTS concernant les perceptions des personnes affectées sur la réponse Covid-19 sont menées dans le cadre de la sous-commission sur les mécanismes de feedback dirigée par UNICEF. La sous-commission est liée à la commission Communication et Engagement Communautaire, menée par le ministère de la Santé et de la Population centrafricain.



Mais la tendance commence à baisser après la levée des mesures par le gouvernement. Les gens ont commencé à lâcher [les mesures] et c'est un réel risque.

Président d'association de la jeunesse centrafricaine- Bangui

La population n'a plus assez peur de la maladie comme au début de son apparition car il n'y a plus beaucoup de sensibilisation.

Agent de santé - Bangui

⁷ A noter néanmoins que la couverture géographique n'est pas identique pour les trois phases de collecte comparées, cette comparaison doit donc être appréhendée en tenant en compte cette limite.

Auteurs

Guillaume Pocard
Senior Programme Analyst

Marie-Françoise Sitnam
Programme Manager

Pour plus d'information concernant les enquêtes de Ground Truth Solutions en RCA, veuillez contacter Léonce Zatao (leonce@groundtruthsolutions.org) ou Yannick Koudoufio (yannick@groundtruthsolutions.org).

Rejoignez-nous sur groundtruthsolutions.org

